

LES SERVICES ÉCONOMIQUES TD TRACENT LES GRANDES LIGNES D'UN PLAN POUR LA PROSPÉRITÉ DANS UN RAPPORT SUR LE QUÉBEC

MONTREAL, Québec – Si le Québec parvenait à combler l'écart de prospérité qui le sépare du reste du Canada, le ménage québécois moyen bénéficierait d'une augmentation de son revenu annuel disponible d'au moins 8 000 \$ par année selon un rapport exhaustif concernant la province des Services économiques TD (www.td.com/economics).

Pour ce faire, le Québec doit investir davantage de ses ressources dans les biens d'investissement, l'éducation et l'infrastructure, en plus de réduire le fardeau réglementaire, les impôts des particuliers et des entreprises et aider à l'intégration des immigrants sur le marché du travail; l'ensemble de ces facteurs contribuent au niveau de vie d'une province.

Le plan pour la prospérité des Services économiques TD va au-delà des suggestions de certains qui évoquent le besoin pour les Québécois de travailler de plus longues heures afin d'accroître leur niveau de vie. Selon les Services économiques TD, il s'agit d'un facteur contributif, mais qui ne tient pas compte de nombreux autres éléments qui contribuent au niveau de prospérité.

Selon Don Drummond, premier vice-président et économiste en chef, Groupe Financier Banque TD : « Une économie qui investit davantage de ses ressources dans les biens d'investissement, l'éducation et l'infrastructure a tendance avoir plus de facilité à convertir chaque heure travaillée dans la productions de biens et de services. » Il ajoute : « Comme tel, bon nombre des défis résident au niveau de la société plutôt qu'au niveau individuel des travailleurs. »

Le rapport note un certain nombre de développements positifs pour un Québec plus prospère. Des initiatives gouvernementales successives ont déjà permis de réduire les déficits et le taux de chômage, en plus de permettre des réductions d'impôt modestes et de financer davantage les programmes prioritaires. Aujourd'hui, le Québec bénéficie « d'une liste d'avantages enviables », notamment une économie diversifiée et une qualité de vie élevée.

M. Drummond ajoute en ces termes : « Le Québec peut faire fructifier ses forces comparatives en prospérité. Ce faisant, une augmentation des revenus qui généreront d'une part des revenus disponibles pour que le gouvernement renforce les services sociaux et qui par ailleurs permettront aux entreprises d'augmenter les salaires et les avantages de leurs employés. »

Des défis à l'horizon

Des défis se pointent à l'horizon qui menacent le niveau de vie futur de la province.

Une population vieillissante constitue une sérieuse menace malgré la hausse récente du taux de natalité moyen au Québec. La province compte une part d'individus plus vieux significativement supérieure au reste du Canada et une part de jeunes inférieure au reste du Canada. Les prévisions suggèrent que le bassin de travailleurs du Québec commencera à décliner en 2013 et qu'il continuera de diminuer par la suite.

Cette tendance mettra aussi beaucoup de pression sur le financement des services de santé, compte tenu qu'on estime que le coût des soins pour une personne âgée de 65 ans est de cinq fois supérieur à celui d'une personne âgée de moins de 65 ans.

Un autre risque pour l'économie du Québec est attribuable à la concurrence des pays développés et émergents. Cela aura une grande incidence sur le secteur manufacturier, lequel a longtemps été le moteur de la prospérité de la province. Le secteur du textile de la province a déjà été fortement touché. Toutefois, les répercussions s'étendront à d'autres secteurs manufacturiers exigeants en investissements, notamment le papier journal et l'industrie pharmaceutique.

Un plan pour la prospérité

Les Services économiques TD sont optimistes et croient que le Québec peut relever ces défis et d'autres défis à long terme en investissant davantage de ressources dans l'éducation et les infrastructures et en améliorant le climat d'affaires, avec comme objectif la génération d'une prospérité accrue dans l'ensemble de la province.

Voici quelques arguments avancés par les Services économiques TD :

- en augmentant les frais de scolarité tout en concentrant l'aide financière vers ceux qui en ont besoin, les établissements d'enseignement supérieur (EES) seront mieux positionnés pour prospérer et offrir un enseignement et des services de recherche de calibre mondial;
- en harmonisant le coût des services, comme l'électricité, les eaux usées et la collecte des déchets au prix de marché, les actifs publics pourront être payés et gérés plus efficacement;
- en s'éloignant des subventions aux entreprises, les fonds publics pourraient être utilisés pour des investissements qui génèrent un meilleur rendement pour la société.

Changement de perspective

Toutefois, de telles politiques exigent des individus et des entreprises qu'ils reconnaissent leur propre recours excessif aux grands programmes de financement du gouvernement. Les subventions accaparent des fonds pouvant aller vers d'autres investissements essentiels à une société plus productive et, par conséquent, plus prospère. À titre d'exemple, Hydro-Québec estime que le maintien des prix de l'électricité dans la province sous la valeur marchande réelle ampute les recettes publiques de plus de cinq milliards de dollars par année.

Un virage fondamental vers un nouveau modèle de financement axé sur une taxe à la consommation favoriserait un système plus efficace, responsable et équitable. Par exemple, en ce qui concerne l'électricité, la tarification au prix du marché respecterait les objectifs de la province en matière de conservation et de développement durable. En outre, dans le cas des non-utilisateurs ou de ceux qui consomment moins d'électricité, ils n'auraient plus à payer une bonne partie de la facture des grands utilisateurs d'énergie. Cela représente également un système plus équitable pour ceux et celles qui éprouvent de la difficulté à payer leurs factures d'électricité.

Le rapport reconnaît que bon nombre de personnes pourront se rebiffer à l'idée de payer davantage directement pour les services publics, mais l'un des principaux objectifs d'un système privilégiant l'utilisateur-payeur est de réduire le lourd fardeau fiscal de la province, l'un des principaux obstacles à l'emploi, à l'épargne et à l'investissement au Québec. La réduction de ce fardeau est essentielle à l'accroissement des revenus et du niveau de vie.

« L'idée que les gouvernements sont en mesure d'offrir de grandes subventions doit être remplacé par celle d'une aide dirigée vers ceux qui en ont le plus besoin. » indique Don Drummond. Il ajoute : « En bout de ligne, le gouvernement doit choisir avec minutie où et comment il dépense les impôts des contribuables et ce afin de s'assurer que la valeur de tous ses programmes et services soit la meilleure, considérant les montants investis. »

L'histoire a montré que le Québec a apporté d'importants changements structurels qui ont produit des résultats positifs. L'adoption d'un nouveau modèle de financement qui incite à une autosuffisance accrue marquerait une autre étape importante dans la poursuite du développement de la province.

- 30 -

Le rapport complet intitulé *Convertir les atouts du Québec en une prospérité accrue* peut être consulté à l'adresse www.td.com/economics.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Don Drummond
Premier vice-président et économiste en chef
Groupe Financier Banque TD
416-982-2556
don.drummond@td.com

Pascal Gauthier
Économiste
Groupe Financier Banque TD
416-944-5730
pascal.gauthier@td.com

Edith Ducharme
Directrice principale, Affaires publiques
Groupe Financier Banque TD
514-289-8978
edith.ducharme@td.com